



## Les services publics, le capital de ceux qui n'en ont pas

## TOUS DANS L'ACTION LE 18 MARS 2014 POUR DEFENDRE NOTRE PROTECTION SOCIALE

Le travail est à l'origine de la création des richesses. C'est un formidable atout pour l'économie française. Les salaires et les cotisations sociales sont primordiales pour vivre, se soigner, bien vieillir.

Chaque augmentation de salaire gagnée améliore l'économie du pays et la protection sociale.

1% d'augmentation de salaire, Ce sont 2,2 milliards pour la Sécurité Sociale Les entreprises reçoivent plus de 172 milliards d'aides publiques, sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, sans aucune conditionnalité ni évaluation de l'efficacité de ces aides en matière d'emplois et d'investissements, et sans contrôle.

Stop aux cadeaux qui sous prétexte de créer des emplois fragilisent la protection sociale

Nos organisations considèrent que les annonces liées au « *Pacte de responsabilité* » et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, répondent d'une logique inacceptable d'austérité et attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins augmentent.

## C'est une attaque inacceptable contre la protection sociale

Ensemble, exigeons l'augmentation générale des salaires, pensions et retraites, la défense des Services Publics républicains, l'arrêt des licenciements boursiers, la défense de la Sécurité Sociale et du salaire différé, le retour à la retraite à 60 ans à taux plein.

## La protection sociale est un droit universel.

Celle-ci est partie intégrante du salaire socialisé. Supprimer la cotisation des entreprises à la branche famille conduit de fait à le diminuer. Nos organisations s'opposent au transfert du financement de la branche famille des entreprises vers la fiscalité des ménages. Elles réaffirment leur attachement aux droits familiaux financés par la branche famille de la Sécurité Sociale. C'est un des éléments qui concourt à l'égalité entre les femmes et les hommes en favorisant l'accès au travail des femmes.

Les organisations syndicales CGT et FO appellent l'ensemble des salariés, chômeurs et retraités à se mobiliser et à participer massivement au :

pique-nique revendicatif devant la CPAM, place de la Grenouillère à partir de 12h, le mardi 18 mars 2014.

Vers 13h30, les salariés présents rejoindront la Préfecture.